

Les subsides

à avoir des investissements pour voir à une meilleure qualité de la vie économique au Canada.

Quand je retourne à la période de la campagne électorale et que je me revois à parler à mes électeurs, ce qui me préoccupait le plus c'était ce qui se passait alors au niveau économique partout au Canada et spécialement dans la province de Québec. Si j'examine un projet de loi comme Investissement Canada et que j'en parle à mes électeurs, on peut être sûrs d'une chose, c'est que ce qui les intéresse c'est qu'on soit capable de revitaliser l'économie canadienne, de faire que les investissements nous apportent de nouvelles opportunités tant au niveau de la haute technologie qu'en support à certaines de nos entreprises, et que c'est de cette façon que l'on pourra remettre des Canadiens à l'emploi. Ce que les gens veulent, c'est de l'emploi. Je suis bien d'accord avec certains députés de l'opposition qui disent que l'AEIE ne sera pas le seul moyen, l'AEIE ne fera pas de miracle... Non l'AEIE ne fera pas de miracle. Le message qui a été lancé par le parti progressiste conservateur c'est un message d'espoir, c'est un message de confiance tant aux investisseurs Canadiens qu'aux investisseurs étrangers. Eh oui, dès la première partie du projet de loi, on a voulu envoyer un message d'abord aux investisseurs canadiens. Il est intéressant d'investir au Canada et c'est le plus important moyen qu'on a de permettre à nos jeunes, à tous nos travailleurs, de se trouver un emploi.

Je viens justement de recevoir un article où on parle de Mitel. Il en a été beaucoup question depuis deux jours ici en cette Chambre et je trouvais un peu curieux les réflexions qui ont été faites. Je ne veux surtout pas toucher au fond de ce projet, comme le dit le ministre en Chambre. Actuellement, ce sont des nouvelles qui font les manchettes dans les journaux. Il n'y a pas eu de demandes qui aient été faites au gouvernement canadien pour de tels investissements, mais ce qui me surprenait c'est l'attitude des analystes qui renvoient et qui étudient ce qui se passe, et on dit pour Mitel que cette affiliation qu'il pourrait y avoir avec une des plus grandes firmes de télécommunication pourrait enlever la crainte qui s'est installée chez ses clients. On dit aussi que c'est une chance pour Mitel et que cette nouvelle ne pourrait pas être meilleure.

Je suis toujours surprise de voir comment ce qui se passe dans la réalité, ce qui est vécu par la plupart des gens, ce qui est analysé par les vrais analystes, ne ressemble absolument pas aux critiques et à tout ce qu'on entend ici en cette Chambre.

Je dois dire que dans un projet de loi comme celui sur Investissement Canada, je pense qu'on a fait tout ce qu'on avait à faire et que s'il y avait eu une volonté de la part de l'opposition de faire un travail sérieux, cela se serait fait. On a étudié, on a entendu de nombreux orateurs et je mets les députés au défi de trouver les vraies suggestions valables qui auraient pu donner une certaine amélioration au projet de loi.

• (1720)

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'ai fort apprécié les remarques de la députée. J'aimerais lui poser une question. A ce que je sache, le gouvernement n'a pas accepté d'amendement. Aucun amendement n'a été même considéré sérieusement par le gouvernement. Sur les 94 et quelques amendements que nous avons proposés, un de ces amendements-là que

je voudrais signaler, c'est celui qui vise à ce que le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministre responsable, soit chargé...

[*Note de l'éditeur: Un enfant crie dans les tribunes.*]

M. Gauthier: —je vois qu'il y a quelqu'un qui apprécie mon discours—soit chargé de tamiser, d'examiner les investissements étrangers lorsqu'il s'agit d'une mainmise étrangère sur une corporation, une compagnie ou enfin une agence qui aurait reçu des octrois du gouvernement durant l'exercice récent. Je voudrais savoir de la députée si elle n'est pas d'accord sur le fait que lorsque les Canadiens investissent dans une compagnie canadienne pour encourager, pour permettre de continuer, même d'étendre ses activités afin de créer plus d'emplois, si elle n'est pas d'accord avec nous sur le fait d'examiner et d'empêcher justement une compagnie étrangère de prendre les joyaux, les plus belles compagnies. Vous savez ce qui va arriver avec la nouvelle loi sur les investissements canadiens. C'est une porte ouverte aux capitaux étrangers qui vont venir examiner ce qu'il y a de bien, qui vont s'en emparer et, dans bien des cas, nous, les Canadiens, avons contribué à travers un système d'octrois, un système de taxation favorable, à encourager et à faire progresser cette compagnie. Alors, je demande à la députée si elle ne pense pas que l'amendement demandant que le gouvernement soit chargé d'examiner, d'empêcher justement certaines choses et peut-être même de protéger le capital canadien investi dans ces compagnies-là, est un amendement tout à fait raisonnable.

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, je voudrais d'abord corriger ce que mon honorable collègue a dit en préambule à sa question. Il y a effectivement eu un amendement qui a été accepté, contrairement à ce que vous dites.

M. Gauthier: Il y avait 94 amendements!

Mme B. Tardif: Pour en revenir à la question que vous avez posée, la question que vous soulevez a été étudiée par le Comité. Je pense que les membres du Comité l'ont étudiée sérieusement, de même que le ministre. Ils sont arrivés à la conclusion que cet amendement-là était inacceptable et qu'il y avait d'autres moyens de contrer ces situations-là. Si on regarde finalement ce qu'on attend d'un investissement étranger, les conditions qu'on y met en sont qui vont nous permettre de garder au Canada la technologie qu'on a développée. Si vous croyez que la technologie qu'on a développée va déménager du moment qu'il y a un investissement étranger, je pense qu'à ce moment-là vous faites fausse route.

Tout à l'heure, je vous donnais un exemple qui était tiré d'une revue qui donnait la Mitel comme exemple. Dans cet exemple-là on parle, ici on jette les hauts cris sur ce qui arrive et les analystes, eux, disent: C'est une chance. C'est une chance parce que la haute technologie, ce qu'on a développé au Canada, va avoir même vis-à-vis du marché étranger de meilleures possibilités pour s'en sortir parce que l'argent qui va être investi par une compagnie étrangère, si jamais cela se fait, va permettre à cette compagnie-là d'être plus forte sur les marchés extérieurs. Cela aussi, il faut le regarder, et cela aussi est un apport pour les Canadiens.

M. Gauthier: Puisque la députée a soulevé la question de la Mitel, je lui poserai justement la question: Trente millions ont été donnés à la Mitel au cours des dernières années pour lui permettre d'étendre ses activités à Renfrew, pour pouvoir bâtir une entreprise à Bouctouche pour, justement, développer cette